

Les crédits

même bateau que ce pays qui est mal gouverné depuis les 25 dernières années et qui nous a mené à la faillite. Quand je dis que nous sommes en faillite, je ne raconte pas d'histoire, je ne dis que la vérité.

Tantôt, un député réformiste avait tout à fait raison, quand il a dit qu'il y a un 1,2 milliard de dollars de dette accumulée au Canada, cela comprend le fédéral, provincial, municipal et autres dettes de sociétés privées. Nous payons à l'heure actuelle 100 millions de dollars par jour d'intérêt que nous retournons à l'étranger.

Nous avons emprunté suffisamment d'argent puisqu'il y a 100 millions de dollars d'intérêt qui sortent du pays pour payer des dettes contractées à l'extérieur. Ces 100 millions par jour, nous pourrions faire beaucoup avec cela. Pourquoi? Parce que la structure fédéraliste ne nous a pas permis de gérer ce pays de façon à ce qu'il soit rentable pour tout le monde.

Nous nous retrouvons donc aux prises avec ce grave problème. La seule solution que nous ayons en tant que Québécois, en tant que peuple qui parle la même langue, c'est d'être souverains. On a une culture différente du reste du pays, que ce soit au niveau des institutions financières, des artistes, de la création. Nous sommes différents du reste du Canada. Comme petit pays, si nous nous concertons, avec notre culture et tous les moyens que nous allons nous donner, c'est-à-dire faire nos lois, percevoir nos impôts, dépenser l'argent selon nos priorités, nous allons certainement mieux réussir. C'est dans cet esprit-là que nous amorçons le grand projet de la souveraineté du Québec. Nous n'avons rien contre les anglophones, les Ukrainiens, les Italiens, les Juifs. Nous n'avons rien contre personne. Nous voulons tout simplement sauver notre peau. Nous voulons tout simplement garder au moins un certain niveau de vie que nous sommes en train de perdre en restant dans la fédération canadienne. C'est dans cet esprit-là que nous amorçons ce grand projet de la souveraineté du Québec.

• (1720)

Les petits pays sont des petits pays d'avenir. Nous allons nous concerter, nous allons réussir. Je vous garantis, citoyens du Québec et citoyennes du Québec, même monsieur le député qui vient du Québec, qui est de l'autre côté de la Chambre, je suis convaincu qu'il trouve que j'ai raison, qu'il est d'accord avec tout ce que je viens de dire. Mais, malheureusement, il ne veut pas accepter la réalité de la vie de tous les jours.

Je n'ai pas inventé tout ce que je dis aujourd'hui. Dans l'étude que nous avons faite avec la Commission Bélanger-Campeau en 1992, on a dit clairement, et les experts l'ont dit clairement que nous avons une seule solution, c'est-à-dire que le Québec a besoin de récupérer la grande majorité de ses pouvoirs, sinon il faut faire la souveraineté du Québec, sinon le Québec va perdre son niveau de vie et nous allons devenir de plus en plus pauvres. Cela a été refusé par le reste du Canada. Il reste une solution.

Quand on parle des finances publiques, il ne sert à rien de faire toutes sortes de pirouettes, il ne reste qu'une seule solution pour

le Québec, entre autres, et pour le reste du Canada, c'est un Québec souverain, une association économique ouverte sur le monde et c'est de la seule façon que nous allons réussir à sauver la peau des Canadiens et des Québécois.

Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de parler cet après-midi et je suis convaincu que quelques fédéralistes du Québec qui siègent de l'autre côté de la Chambre ont compris quelque chose cet après-midi.

[Traduction]

M. Leon E. Benoit (Végréville, Réf.): Monsieur le Président, je voudrais formuler deux observations et poser ensuite une question au député qui vient d'intervenir.

Le député a fait un très bon historique de l'incompétence du gouvernement sur le plan financier au cours des 25 dernières années. Ses propos étaient parfaitement exacts à cet égard. Chose certaine, certains membres du Cabinet ont joué un rôle important durant cette période; c'est notamment le cas du premier ministre lui-même qui a été ministre des Finances sous un gouvernement libéral précédent.

Le député a également déclaré que c'était la gabegie du gouvernement et la situation financière du Canada qui pousseront le Québec vers l'indépendance et entraîneront la séparation du Québec en cas de réponse positive au référendum.

Le député a affirmé que la gabegie actuelle empêchait le système fédéral de bien fonctionner. Je suis tout à fait d'accord avec lui. Le système fédéral ne fonctionne pas comme il le devrait. Je voudrais poser une question à mon collègue. Je vais y inclure certaines conditions.

Si, au cours des 30 dernières années, les gouvernements avaient mieux administré les deniers publics, si le gouvernement fédéral avait laissé aux provinces les pouvoirs qui leur reviennent de droit en vertu de la Constitution canadienne et si toutes les provinces pouvaient contrôler les questions de langue et de culture, mon collègue siégerait-il en tant que séparatiste dans cette enceinte? Dans ces conditions, essaierait-il d'amener le Québec à se séparer? Je demande au député de faire un retour en arrière.

Le président suppléant (M. Kilger): Avant de demander au député de Longueuil de répondre, je tiens à dire que les pages m'ont rappelé que j'avais commis une erreur.

• (1725)

Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir: l'honorable député de Bourassa—L'immigration; l'honorable députée de Yukon—La violence faite aux femmes.

[Français]

M. Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, je suis bien heureux de la question qui a été posée. Le député m'a dit qu'il y avait plusieurs «si». Bien oui, il y a plusieurs «si», c'est sûr. Par contre, je tiens à dire au député du Parti réformiste que depuis 10 ans, nous travaillons très fort, et personnellement je dois vous